

RAPPORT SEMESTRIEL 2020



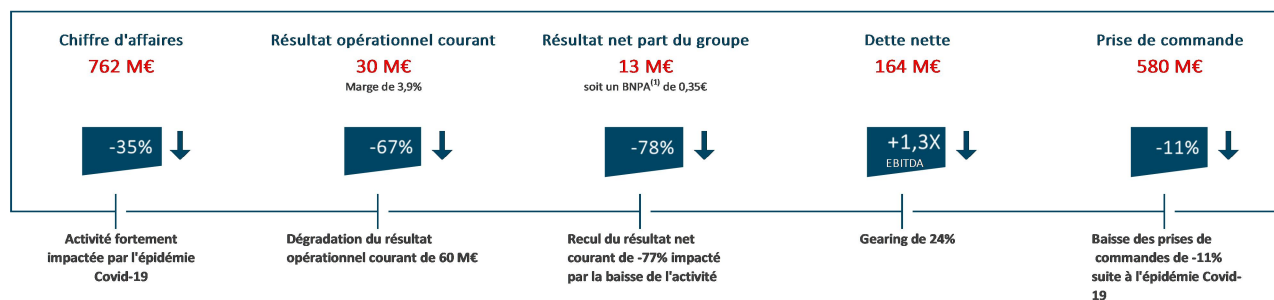
MANITOU
GROUP

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1 RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ.....	2
1.1 CHIFFRES CLES	2
1.2 FAITS MARQUANTS.....	2
1.3 ACTIVITÉ	3
1.4 RÉSULTAT	5
1.5 PERFORMANCE OPÉRATIONNELLE PAR DIVISION	6
1.6 FLUX DE TRÉSORERIE ET STRUCTURE FINANCIÈRE.....	7
1.7 PERSPECTIVES POUR 2020.....	7
1.8 INFORMATIONS SUR LES ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	7
1.9 FACTEURS DE RISQUES	8
1.10 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES	8
1.11 CAPITAL ET DONNÉES BOURSIÈRES	8
1.12 ÉVOLUTION DE LA GOUVERNANCE EN 2020.....	9
2 COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2020	10
2.1 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ.....	10
2.2 ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ.....	10
2.3 ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE	11
2.4 ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	12
2.5 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	13
2.6 NOTES ANNEXES.....	14
3 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE	25
4 ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENTS	25

1 RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

1.1 CHIFFRES CLÉS



1.2 FAITS MARQUANTS

CRISE COVID-19

La propagation du Covid-19 à l'échelle mondiale au cours du premier semestre 2020 a eu et continue d'avoir un impact sur les ventes du groupe, en baisse de 35 % sur le 1er semestre 2020, et sur ses capacités de production.

Dès les premiers signaux du développement de la pandémie de Covid-19, le groupe Manitou a pris des mesures visant à protéger la santé de ses salariés et à limiter les effets de la crise sur le résultat opérationnel.

Une cellule de crise, composée des membres de la Direction et des fonctions clés du groupe, a été mise en place. Cette cellule a coordonné les opérations pour protéger les salariés et garantir la pérennité de l'entreprise. Elle a servi à aligner la mise en place des mesures sanitaires, la communication, l'établissement de scénarios de reprise d'activité, l'identification des risques liés cette reprise, la définition des priorités, l'affectation des équipes aux activités prioritaires et leur accompagnement dans la reprise d'activité.

Durant cette période le Conseil d'administration et la Direction générale et son Comité Exécutif ont partagé et échangé régulièrement sur l'évolution de la situation. Un travail de fond a également été initié afin d'intégrer dans la feuille de route du groupe les conséquences de la crise du Covid-19 et de ses répercussions.

PROTECTION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DES SALARIÉS

Le groupe a réagi rapidement à la crise sanitaire Covid-19, en mettant en place des protocoles sanitaires efficaces pour protéger ses salariés et limiter la propagation du virus.

Dès le mois de mars, en lien avec les règles internationales et nationales des pays où il est implanté, le groupe a mis en place des mesures sanitaires d'urgence et a décidé de la fermeture des sites de production en France, en Italie et en Inde. Aux États-Unis, les activités de production, qualifiées comme prioritaire par le gouvernement, ont été maintenues sur l'ensemble de la période.

Les activités de pièces de rechange et de services ont été maintenues et les activités de distribution se sont poursuivies au ralenti.

Ces arrêts de production ont été accompagnés, dès que cela était possible, par la mise en place d'activité partielle, notamment en France et en Italie. Le groupe a également généralisé le télétravail et mis en place des restrictions sur les voyages et déplacements.

Dès la mi-avril, après la définition et la mise en place de nouveaux protocoles sanitaires, la production a repris progressivement en France et en Italie.

Depuis le mois de mai, l'ensemble des sites ont repris la production. Pour les fonctions support, l'activité partielle a été maintenue en France pour s'adapter à la baisse du marché.

Malgré des problèmes de productivité liés aux mesures sanitaires, les capacités de production actuelles sont adaptées au carnet de commande du groupe et répondent notamment, compte tenu de la saisonnalité, à la forte demande du marché agricole.

MISE EN PLACE DU PLAN "RÉSILIENCE"

Pour faire face à cette crise et à la baisse d'activité, le groupe a mis en place le plan "Résilience". Ce plan est basé sur 4 piliers :

- **la sécurité** des opérateurs et la remise en marche des opérations, avec le déploiement de nouvelles normes de sécurité et l'adaptation de nos processus afin de livrer les clients du groupe,
- **l'activité**, avec l'adaptation des livraisons et du carnet de commandes, avec l'objectif de servir les demandes urgentes et les marchés agricoles et les industriels, et avec la recherche de marchés et commandes complémentaires,
- **la réduction des coûts** pour s'adapter aux volumes de ventes et de production, avec un plan de baisse des frais généraux et des frais de personnel. Ainsi, le groupe a mis en place des mesures d'activité partielle et des plans de départs de salariés aux États-Unis, en Inde et en Afrique du Sud,
- **la trésorerie** par la sécurisation des financements, avec notamment le tirage d'une ligne de crédit supplémentaire de 110 millions d'euros, et par la réduction des investissements et des projets. Cette décision a été prise dans le souci d'un équilibre entre la protection de la trésorerie et le maintien de la capacité du groupe à soutenir des projets innovants et de développement. Ainsi, les projets permettant de renforcer le groupe ont été maintenus. Pendant cette période, le groupe a démontré sa solidité financière et bénéficie de sa stratégie de financement, avec notamment la mise en place d'un emprunt obligataire en 2019.

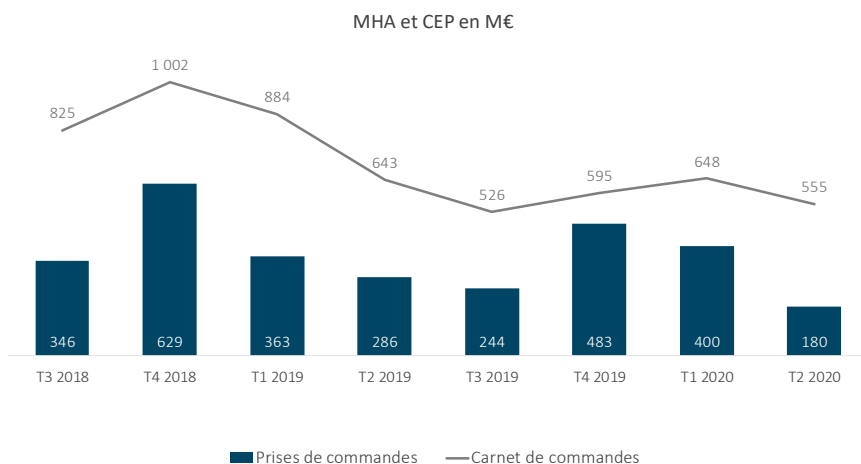
DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

Par ailleurs, l'Assemblée générale du 18 juin 2020, sur proposition du Conseil d'administration, a décidé de renoncer à la proposition de versement du dividende de 0,78€ par action qui avait été initialement annoncée lors de la publication des résultats annuels 2019 le 3 mars dernier. Le Conseil d'administration pourra, après le 1er octobre et sous réserve du contexte, réunir une Assemblée générale afin de procéder à une distribution de réserve pour ses actionnaires, se substituant au dividende.

Sur les impacts financiers de la crise Covid-19, voir les notes 1.4 du présent rapport et la note 2.6.2 des comptes consolidés résumés au 30 juin 2020 et sur le risque de liquidité, voir la note 2.6.12 des comptes consolidés résumés.

1.3 ACTIVITÉ

PRISE DE COMMANDE



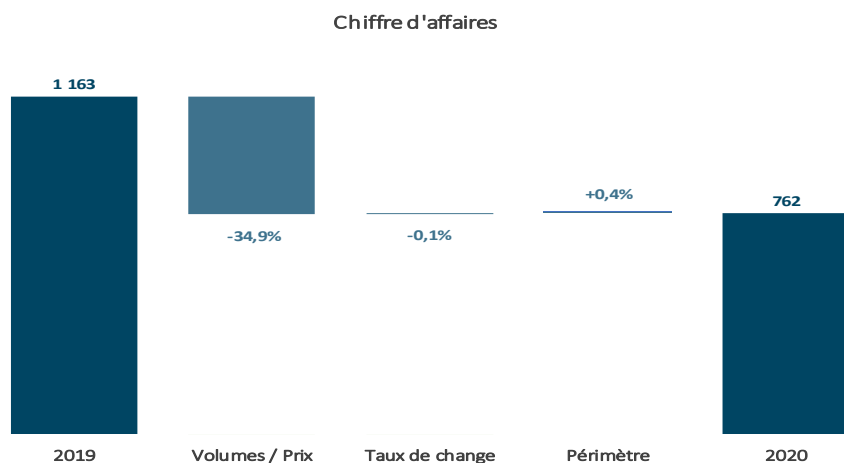
Au cours du 1er semestre 2020, les prises de commandes atteignent un montant total de 580 millions d'euros contre 649 millions d'euros au 1er semestre 2019.

La crise sanitaire liée au Covid-19 a impacté fortement les prises de commandes en Europe sur les mois d'avril et de mai 2020, période de confinement.

Malgré le ralentissement des marchés et l'attentisme des acteurs sur le premier semestre 2020, le groupe a bénéficié de la qualité de son réseau de concessionnaires, lui permettant ainsi de maintenir un bon niveau du carnet de commande avec des annulations et des demandes de report de livraison limitées.

Au 30 juin 2020, le carnet de commandes du groupe ressort à 555 M€ en recul de 14 % par rapport à l'année précédente (643 M€) et de 7 % par rapport au 31 décembre 2019 (595 M€).

L'ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN M€



Au 1er semestre 2020, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 762 millions d'euros, en recul de 34,5 % à données réelles et de 34,9 % à données comparables par rapport au 1er semestre 2019, qui avait enregistré un niveau d'activité record.

La crise liée au Covid-19 a eu des impacts sur l'ensemble des activités du groupe avec des arrêts de production et le ralentissement des prises de commandes.

L'impact de change se limite à seulement -0,7 million d'euros (-0,1 point) et l'effet périmètre contribue à la croissance totale à hauteur de 4,9 millions d'euros (+0,4 point). L'effet périmètre correspond à l'intégration de la société Mawsley depuis le 1er novembre 2019.

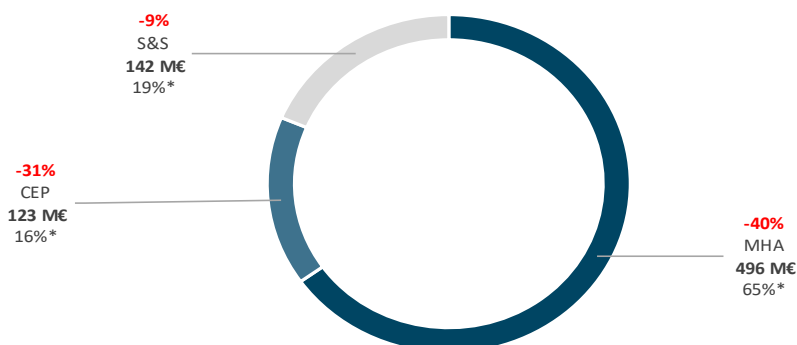
Les trois divisions du groupe ont connu une baisse de leur activité notamment les divisions MHA et CEP avec respectivement des reculs de 40,2 % et 30,9 %.

L'activité de la division S&S, qui a poursuivi ses activités de pièces de rechange et de services, a mieux résisté avec un chiffre d'affaires en repli de 8,6 %.

Le chiffre d'affaires baisse dans toutes les zones géographiques et plus particulièrement en Europe du Nord (-40,0 %).

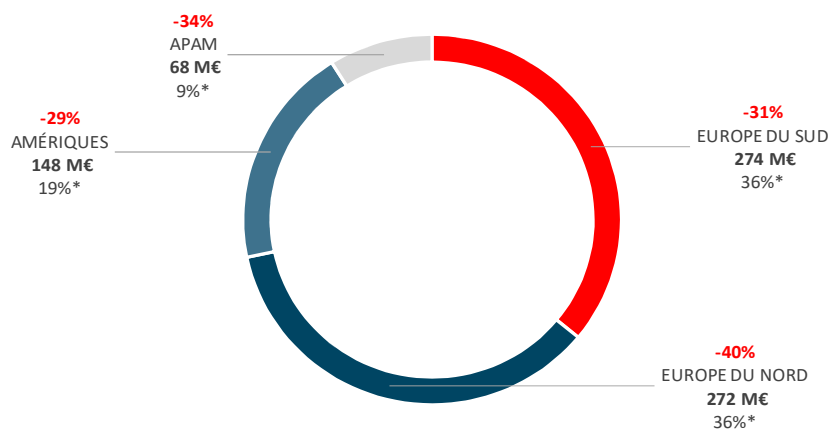
L'ensemble des marchés du groupe est fortement impacté.

EVOLUTION DE L'ACTIVITE PAR DIVISION (% de variation du chiffre d'affaires)



*Répartition du chiffre d'affaires

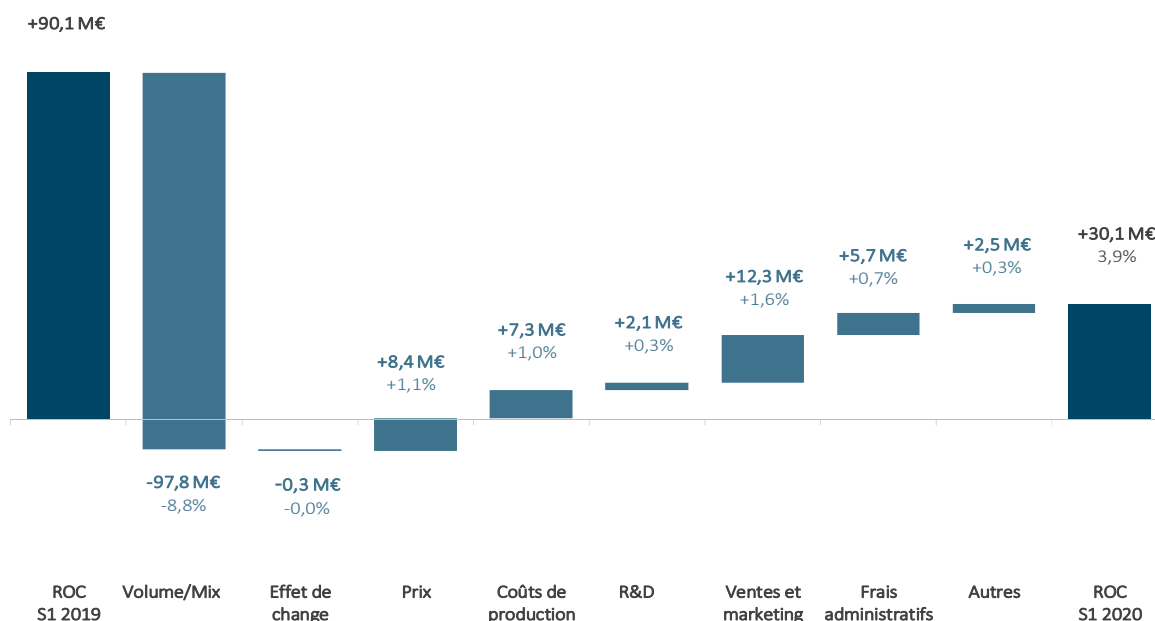
EVOLUTION DE L'ACTIVITE PAR ZONE (% de variation du chiffre d'affaires)



*Répartition du chiffre d'affaires

1.4 RÉSULTAT

COMPTE DE RÉSULTAT DU GROUPE



RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

Le résultat opérationnel courant du groupe est fortement impacté par la baisse d'activité liée à la crise sanitaire Covid-19. Il ressort à 30,1 millions d'euros (3,9 % du chiffre d'affaires), divisé par trois par rapport au 1er semestre 2019 (90,1 millions d'euros, soit 7,7 % du chiffre d'affaires). Ce recul résulte principalement de :

- la baisse du chiffre d'affaires de l'ensemble des activités,
- un taux de marge sur coût des ventes en retrait de 2,0 points, du fait des arrêts de la production, de la mise en place des mesures sanitaires et de la hausse des coûts d'amortissement,
- partiellement compensés par frais de structure et de R&D en baisse de 22,0 millions d'euros à la suite de l'arrêt des sites de production, la mise en place d'un plan d'économie et des mesures d'activité partielle.

Les aides et subventions gouvernementales liées au Covid-19 enregistrées au cours de la période s'élèvent à 7,7 millions d'euros, dont 6,0 millions au titre de l'activité partielle pour la société Manitou BF.

Les frais rattachés directement au Covid-19 sont estimés à 0,8 million d'euros. Ils correspondent à des frais relatifs à la mise en place des mesures sanitaires et des dons pour accompagner les équipes médicales.

Le résultat de la période intègre d'autres produits et charges pour un montant net de 2,4 millions d'euros, dont le solde d'une indemnité d'assurance de 0,5 million d'euros à la suite des inondations et à l'arrêt d'un site de production et un produit de 1,0 million d'euros dans le cadre d'un litige sur une taxe environnementale en Russie.

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Le résultat opérationnel s'élève à 26,9 millions d'euros, soit 3,5 % du chiffre d'affaires, en recul de 62,3 millions d'euros par rapport au 1er semestre 2019 (89,1 millions d'euros, soit 7,7 % du chiffre d'affaires).

Ce résultat comprend des charges opérationnelles nettes à hauteur de 3,2 millions d'euros (-0,9 million d'euros en 2019), dont des frais de restructuration pour 2,5 millions d'euros à la suite de la mise en place de plans de réduction des effectifs aux États-Unis, en Inde et en Afrique du sud. Le solde comprend des frais liés à des projets d'acquisition et des honoraires d'avocat dans le cadre d'un litige en cours.

En 2019, les charges étaient relatives à des frais liés à des projets d'acquisition et des honoraires d'avocat dans le cadre d'un litige.

AUTRES ÉLÉMENTS CONSTITUTIF DU RÉSULTAT NET

Sur la période, le résultat net des sociétés mises en équivalence est stable à 1,0 million d'euros.

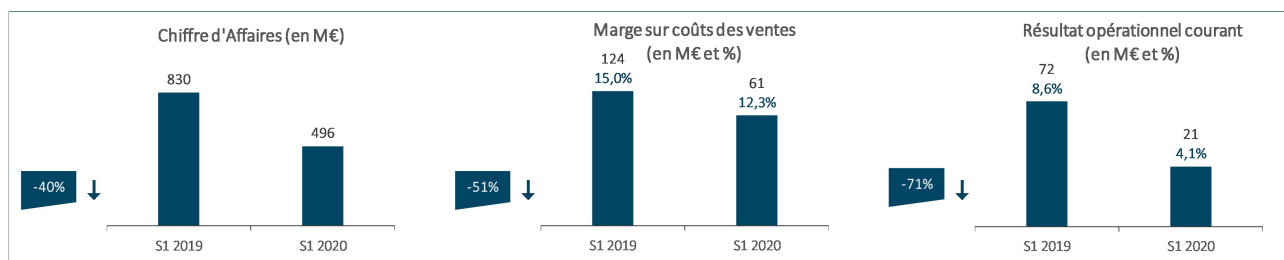
Le résultat financier du groupe s'établit à -5,5 millions d'euros, soit une dégradation de 2,9 millions d'euros par rapport au 1er semestre 2019.

La charge d'impôt sur les résultats ressort à 8,8 millions d'euros au 30 juin 2020 contre 27,4 millions d'euros au 30 juin 2019. Voir note 2.6.11 des comptes consolidés résumés au 30 juin 2020.

Le résultat net part du groupe est de 13,5 millions d'euros, soit 1,8 % du chiffre d'affaires, en baisse de 46,3 millions d'euros par rapport au 1er semestre 2019.

1.5 PERFORMANCE OPÉRATIONNELLE PAR DIVISION

DIVISION MHA



La division Manutention et Nacelles (MHA – Material Handling & Access) a réalisé un chiffre d'affaires de 496,5 millions d'euros, en recul de 40,2 % sur 6 mois par rapport à une base exceptionnelle en 2019 (-40,0 % à taux de change et périmètre constants). La division MHA a été fortement impactée par la crise sanitaire Covid-19. Son chiffre d'affaires a reculé sur l'ensemble des zones géographiques et plus particulièrement sur les zones Europe du Nord et APAM, et ce, sur l'ensemble de ses marchés (construction, agriculture, industrie).

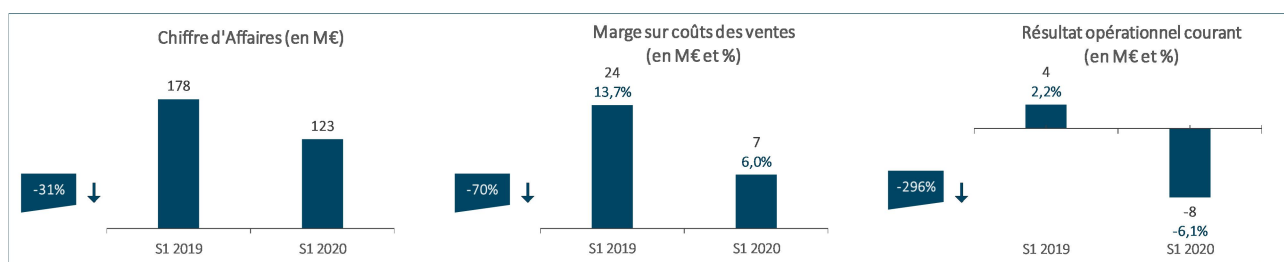
La marge sur coût des ventes de la division ressort à 60,9 millions d'euros, en recul de 50,9 % par rapport au 1er semestre 2019. Elle est impactée par la baisse de l'activité et la dégradation du taux de marge de 2,7 points, à la suite de l'arrêt de la production et la mise en place des mesures sanitaires lors de la reprise d'activité.

L'arrêt des sites de production et la mise en place de mesures d'activité partielle ont permis de réduire les coûts indirects à hauteur de 10,3 millions d'euros et de limiter l'impact de la baisse d'activité. Ces gains comprennent également un produit de 1 million d'euros dans le cadre d'un litige sur une taxe environnementale en Russie.

Les frais de R&D sont également en recul de 1,8 million d'euros.

Ainsi, le résultat opérationnel courant de la division MHA est en recul de 51,1 millions d'euros (-71,3 %) pour atteindre 20,6 millions d'euros (4,1 % du chiffre d'affaires) contre 71,6 millions d'euros au 1er semestre 2019 (8,6 % du chiffre d'affaires).

DIVISION CEP



La division Matériel Compact (CEP – Compact Equipment Products) affiche un chiffre d'affaires de 123,2 millions d'euros, en repli de 30,9 % sur 6 mois (-32,1 % à taux de change et périmètre constant). La division a été pénalisée par la crise sanitaire Covid-19, notamment sur les zones États-Unis et APAM et les produits Telehandlers.

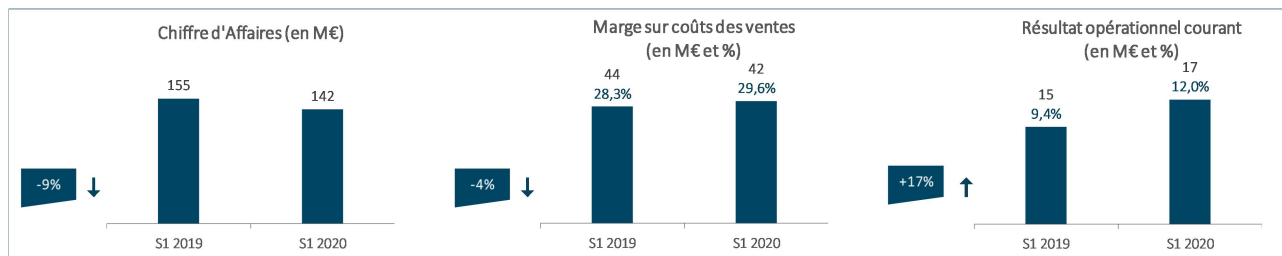
La marge sur coût des ventes ressort à 7,4 millions d'euros, divisée par 3 par rapport au 1er semestre 2019. Ce recul résulte de la baisse des volumes et de la baisse du taux de marge de 7,7 points. Il a été pénalisé par une évolution d'un mix produit défavorable, des efforts commerciaux et de la hausse des coûts fixes de production.

Les frais commerciaux, marketing, services et administratifs sont en recul de 5,5 millions d'euros, à la suite de la mise en place de plans d'économies, notamment une réduction du temps de travail et des salaires aux États-Unis pendant 5 semaines en application de la réglementation « Furlough ». Ces gains intègrent également une indemnité d'assurance de 0,5 million d'euros à la suite des inondations et de l'arrêt d'un site de production.

Les frais de R&D sont restés stables à 3,3 millions d'euros.

Compte tenu de ces éléments, le résultat opérationnel courant de la division CEP est en recul et en perte à - 7,6 millions d'euros (-6,1 % du chiffre d'affaires) contre 3,9 millions d'euros au 1er semestre 2019 (2,2 % du chiffre d'affaires).

DIVISION S&S



Avec un chiffre d'affaires de 141,9 millions d'euros, la division Services & Solutions (S&S) enregistre un recul de 8,6 % sur 6 mois (-10,7 % à taux de change et périmètre constant), sous l'effet Covid-19. L'activité a reculé sur l'ensemble des zones géographiques et plus particulièrement sur la zone APAM, ainsi que sur l'ensemble de ses marchés, à l'exception des activités services et locations, plus résilientes en période de crise.

Ce recul a pour conséquence une réduction de la marge sur coût des ventes de 1,9 million d'euros par rapport au 1er semestre 2019, à 42,1 millions d'euros. L'impact de la baisse d'activité a été limité par la hausse du taux de marge sur coût des ventes de 1,3 point. Cette amélioration est la conséquence de l'évolution du mix produit en faveur des activités de services.

Les frais administratifs, commerciaux, de marketing et de services ont été réduits de 14,8 % (4,4 M€) à la suite de la mise en place de mesures d'économies et d'activité partielle.

Avec ces mesures, la rentabilité de la division ressort à 17,1 millions d'euros (12,0 % du chiffre d'affaires), en progression 2,5 millions d'euros par rapport au 1er semestre 2019 (14,6 M€, soit 9,4 % du chiffre d'affaires).

1.6 FLUX DE TRÉSORERIE ET STRUCTURE FINANCIÈRE

Les principales évolutions sur le semestre sont les suivantes :

ENDETTEMENT FINANCIER NET

L'endettement financier net (hors engagement de location) ressort à 164 millions d'euros, soit un gearing de 24 % contre 190 millions d'euros au 31 décembre 2019 (gearing de 29 %) et 185 millions d'euros au 30 juin 2019 (gearing de 30 %).

Afin de limiter les impacts de l'épidémie Covid-19, le groupe a eu une gestion active de sa dette. Voir ci après.

FLUX DE TRÉSORERIE

Au 1er semestre 2020, la génération de trésorerie s'élève à 106 millions d'euros contre 59 millions d'euros sur le 1er semestre 2019.

Cette amélioration, malgré le recul du résultat, résulte principalement :

- d'une amélioration du besoin en fonds de roulement (BFR) à hauteur de 16 millions d'euros. Elle s'explique notamment par la baisse de l'activité et par la réduction des stocks. Le BFR bénéficie également du décalage de paiement dans le cadre de mesures d'aides liées à l'épidémie Covid-19 à hauteur de 7 millions d'euros. Il s'agit principalement du report de paiements de TVA en Belgique et Grande-Bretagne. Le BFR comprend également une dette de 2,5 millions d'euros au titre d'un plan de départ de salariés aux États-Unis et une créance de 1,4 million d'euros à la suite du recours au dispositif d'activité partielle en France,
- de la maîtrise des flux d'investissements (hors flotte locative) qui s'élèvent à 28 millions d'euros contre 29 millions d'euros au 1er semestre 2019,
- de l'absence de dividende, conformément à la décision de l'Assemblée générale du 18 juin 2020, contre 30,1 millions d'euros en 2019,
- et du tirage d'une ligne de crédit de 110 millions d'euros en mars 2020.

Les financements et les ressources de liquidité du groupe sont détaillés dans la note 2.6.12 des états financiers semestriels.

1.7 PERSPECTIVES POUR 2020

Fort du rebond de fin de trimestre, le groupe clôt le semestre avec un carnet de commandes de 555 M€, ce qui permet au groupe de pouvoir estimer une perspective de chiffre d'affaires pour l'année 2020 en baisse de l'ordre de 30% par rapport à 2019 et, en l'absence de nouvelle dégradation du contexte économique global, un résultat opérationnel courant dans une fourchette de 2,7% à 3,2%.

Par ailleurs la crise que traverse le groupe aura des conséquences économiques au-delà de 2020 et l'objectif de Résultat Opérationnel Courant supérieur à 8% du chiffre d'affaires du plan Ambition 2022 ne sera pas atteint à l'horizon initialement ciblé.

1.8 INFORMATIONS SUR LES ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Bénéficiant du lancement en 2019 de nouvelles gammes de produits télescopiques en Inde, la division MHA arrêtera fin août son activité d'assemblage au Brésil, tout en poursuivant son développement commercial sur ce pays.

À la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre événement postérieur à la clôture significatif à la date d'arrêt des comptes consolidés résumés du semestre clos le 30 juin 2020 par le Conseil d'administration du 30 juillet 2020.

1.9 FACTEURS DE RISQUES

Les principaux risques et incertitudes auxquels le groupe estime être exposé à la date du présent rapport financier semestriel sont ceux détaillés au paragraphe 4.4 Facteurs de risques du Document d'enregistrement universel (URD) 2019 et listés ci-après.

Covid-19	
Risques liés au personnel	Risques liés à la santé et sécurité des collaborateurs
Risques financiers	Risques liés aux taux de change
	Risques sur les stocks
Risques liés aux systèmes d'information	Risques de Cyberattaque
Risques externes	Risques liés à la corruption et aux pratiques anticoncurrentielles
	Éthique des affaires
	Risques liés au changement climatique
Risques liés à l'activité	Risques liés aux clauses contractuelles
	Risques liés à l'outil industriel
	Risques liés aux achats
	Risques liés aux réponses aux appels d'offre
	Risques liés au réseau de distributeurs
Risques liés à l'évolution des marchés	Risques liés à l'évolution des marchés
	Propriété intellectuelle
	Risques liés à la certification des produits
	Risques liés à l'évolution des prix des matières premières
	Fusions acquisitions

L'épidémie Covid-19 ne modifie pas significativement la cartographie des risques du groupe. Elle confirme des risques antérieurement identifiés : les risques liés à la santé et à la sécurité des collaborateurs, les risques liés aux achats et ceux liés à l'évolution du marché. Concernant le risque de financement, voir note 2.6.12 de l'annexe des comptes consolidés résumés semestriels.

Dans le cadre de cette épidémie, une cellule de crise a été mise en place de fin février à juin 2020. Voir note 1.2.

1.10 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Il n'y a pas eu d'évolutions notables de relations avec les parties liées au cours du 1er semestre 2020.

1.11 CAPITAL ET DONNÉES BOURSIÈRES

FICHE SIGNALÉTIQUE DE L'ACTION MANITOU BF

Code Valeur ISIN	Compartiment B de la Bourse Euronext Paris
MNO	MTU
Code Reuters	MANP.PA
Code Bloomberg	MTU.FP
Présence dans les principaux	CAC ALL SHARES, CAC ALL-TRADABLE, CAC INDUSTRIALS, CAC MID&SMALL, CAC PME, CAC SMALL, EN FAMILY BUSINESS, ENT PEA-PME 150
Valeur nominale	1 euro
Nombre d'actions en circulation	39 668 399
Cours au 30 juin 2020	17,38 €
Capitalisation boursière au 30 juin 2020	689 M€

ÉVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL

Au 30 juin 2020, le capital social est resté stable sur la période et s'élève à 39 668 399 euros. Il est composé de 39 668 399 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

ÉVOLUTION DU COURS DE L'ACTION

	Cours de l'action (en euros)			Volume échangé en nombre de titres par mois	Capitalisation boursière fin de mois (M€)
	Plus haut €	Plus bas €	Fin de mois €		
2019					
Janvier	27,45	20,80	26,60	355 600	1 055
Février	27,70	25,05	25,55	280 233	1 014
Mars	28,80	22,70	24,90	691 250	988
Avril	30,80	24,70	29,30	844 938	1 162
Mai	29,40	24,10	25,30	605 212	1 004
Juin	28,85	24,40	27,15	644 390	1 077
Juillet	28,45	19,62	21,35	886 695	847
Août	21,30	17,40	18,24	901 577	724
Septembre	20,50	17,54	18,00	643 791	714
Octobre	18,44	15,44	18,30	1 070 911	726
Novembre	19,54	17,84	19,34	550 725	767
Décembre	21,90	18,60	21,45	534 196	851
Total				8 009 518	
2020					
Janvier	22,30	15,60	16,54	907 591	656
Février	18,94	16,04	16,20	475 389	643
Mars	17,10	11,36	13,76	1 010 544	546
Avril	14,94	13,02	14,00	474 021	555
Mai	17,16	13,30	16,52	333 653	655
Juin	19,26	15,80	17,38	568 605	689
Total				3 769 803	

1.12 ÉVOLUTION DE LA GOUVERNANCE EN 2020

Le fonctionnement du Conseil d'administration n'a pas connu d'évolution au cours du 1er semestre 2020. Toutefois, l'Assemblée générale du 18 juin 2020 a adopté diverses modifications des statuts, et notamment l'article 12 aux fins :

- de modifier le seuil déclenchant l'obligation de désigner un second administrateur représentant des salariés au Conseil d'administration, qui a été ramené de 12 membres du Conseil d'administration à 8 membres par la loi n°2019-486 du 22 mai 2019 et de prévoir en conséquence les modalités de désignation du second administrateur représentant des salariés au Conseil d'administration, et,
- de fusionner les articles 12 et 12bis des statuts en un seul article 12 en prévoyant notamment la possibilité d'avoir deux administrateurs représentant les salariés.

2 COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2020

2.1 COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

	<i>en milliers d'euros</i>	2019	S1 2019	S1 2020
Chiffre d'affaires		2 093 577	1 163 487	761 626
Coût des biens et services vendus		-1 747 509	-971 099	-651 357
Frais de recherche & développement		-27 732	-14 576	-12 579
Frais commerciaux, marketing & service		-113 504	-58 339	-45 790
Frais administratifs		-61 170	-29 505	-24 239
Autres produits et charges d'exploitation		4 946	103	2 416
Résultat courant opérationnel		148 609	90 071	30 077
Produits et charges opérationnels non courants		-2 534	-945	-3 225
Résultat opérationnel		146 074	89 125	26 852
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		2 192	957	1 011
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des sociétés MEE		148 267	90 082	27 863
Produits financiers		37 617	24 094	35 348
Charges financières		-45 144	-26 736	-40 874
Résultat financier		-7 527	-2 641	-5 526
Résultat avant impôts		140 740	87 441	22 337
Impôts		-44 982	-27 359	-8 791
Résultat net		95 757	60 081	13 545
Part du groupe		95 625	59 742	13 459
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle		132	337	86
Résultat net par action (en euros)		2019	S1 2019	S1 2020
Résultat net part du groupe		2,50	1,56	0,35
Résultat net dilué par action		2,50	1,56	0,35

2.2 ETAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

	<i>en milliers d'euros</i>	2019	S1 2019	S1 2020
Résultat de la période		95 757	60 079	13 545
Ajustements de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		131	143	20
Ecarts de change résultant des activités à l'étranger		6 861	2 228	-4 691
Instruments de couverture de taux d'intérêt et de change		-2 715	433	2 701
Éléments recyclables du résultat global		4 277	2 803	-1 969
Gains (pertes) actuariels sur engagements de retraite et assimilés		-2 282	-3 605	4 999
Éléments non recyclables du résultat global		-2 282	-3 605	4 999
Total des gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global		1 995	-802	3 029
Résultat global de la période		97 752	59 278	16 575
Dont part revenant au groupe		97 417	58 879	17 258
Dont part revenant aux minoritaires		335	399	-683

2.3 ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ACTIF

	<i>en milliers d'euros</i> 31 décembre 2019	Montant net au 30 juin 2020
Écart d'acquisition	288	288
Immobilisations incorporelles	54 705	58 314
Immobilisations corporelles	211 593	212 187
Droit d'utilisation des actifs loués	16 461	13 522
Titres mis en équivalence	16 986	17 499
Créances de financement des ventes	7 738	6 146
Autres actifs non courants	11 346	14 474
Impôts différés actif	17 581	15 102
Actifs non courants	336 698	337 531
Stocks et en-cours	589 745	540 540
Créances clients nettes	380 438	324 215
Impôts sur les résultats	7 990	8 880
Autres actifs courants	47 536	51 477
Trésorerie et équivalents de trésorerie	22 333	107 728
Actifs courants	1 048 043	1 032 841
Actifs non courants destinés à la vente	0	0
Total général	1 384 740	1 370 371

PASSIF

	<i>en milliers d'euros</i> 31 décembre 2019	Montant net au 30 juin 2020
Capital social	39 668	39 668
Primes	46 098	46 098
Actions propres	-23 714	-23 713
Réserves et résultats nets - Part du groupe	596 779	614 414
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société	658 831	676 468
Participation ne donnant pas le contrôle	5 815	5 831
Capitaux propres	664 646	682 298
Provisions non courantes	48 862	46 053
Dettes financières non courantes	149 726	146 416
Dettes locatives non courantes	12 269	9 864
Autres passifs non courants	3 088	2 590
Impôts différés passifs	1 751	2 380
Passifs non courants	215 696	207 304
Provisions courantes	18 964	19 202
Dettes financières courantes	64 722	128 765
Dettes locatives courantes	5 602	4 873
Fournisseurs et comptes rattachés	253 446	178 243
Impôts sur les résultats	4 087	2 769
Autres passifs courants	157 579	146 917
Passifs courants	504 399	480 769
Total général	1 384 740	1 370 371

2.4 ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Total des capitaux propres							Total
	Capital	Primes	Ecart de conversion	Actions propres	Réserves consolidées	Attribuables aux actionnaires de la société	Participations ne donnant pas le contrôle	
<i>en milliers d'euros</i>								
Au 31 décembre 2018	39 668	46 098	1 723	-24 018	533 503	592 389	4 585	596 974
Effet des applications de nouvelles normes					-1 193	-1 190	-3	-1 193
Au 1er janvier 2019	39 668	46 098	1 723	-24 018	532 311	591 199	4 582	595 781
Gains et pertes enregistrées en capitaux propres			2 228		-3 030	-863	62	-802
Résultat net					60 079	59 742	337	60 079
Résultat global			2 228		57 049	58 879	399	59 277
Charges liées aux plans d'options								
Dividendes distribués					-29 867	-29 763	-104	-29 867
Actions propres				60	-60			
Augmentation de capital								
Prises et pertes de contrôle dans les entités consolidées					437	437		437
Acquisitions et cessions de parts d'intérêts minoritaires					-5	-117	112	-5
Engagements d'achat de titres de minoritaires								
Variation des réserves de conversion			-437			-437		-437
Autres					182	182		182
Au 30 juin 2019	39 668	46 098	3 514	-23 958	560 047	620 381	4 989	625 370
Effet des applications de nouvelles normes					190	191	-1	190
Au 1er juillet 2019	39 668	46 098	3 514	-23 958	560 237	620 572	4 988	625 560
Gains et pertes enregistrées en capitaux propres			4 633		-1 837	2 656	141	2 797
Résultat net					35 676	35 881	-205	35 676
Résultat global			4 633		33 839	38 536	-64	38 472
Charges liées aux plans d'options								
Dividendes distribués					-295	-276	-19	-295
Actions propres				244	-244	0		0
Augmentation de capital								
Prises et pertes de contrôle dans les entités consolidées					172	-15	187	172
Acquisitions et cessions de parts d'intérêts minoritaires					-3	-2	-1	-3
Engagements d'achat de titres de minoritaires					723		723	723
Variation des réserves de conversion								
Autres					17	17		17
Au 31 décembre 2019	39 668	46 098	8 148	-23 714	594 446	658 831	5 815	664 646
Effet des applications de nouvelles normes								
Au 1er janvier 2020	39 668	46 098	8 148	-23 714	594 446	658 831	5 815	664 646
Gains et pertes enregistrées en capitaux propres			-4 692		7 720	3 799	-769	3 029
Résultat net					13 545	13 459	86	13 545
Résultat global			-4 692		21 265	17 258	-683	16 575
Charges liées aux plans d'options								
Dividendes distribués								
Actions propres				1		1		1
Augmentation de capital								
Prises et pertes de contrôle dans les entités consolidées								
Acquisitions et cessions de parts d'intérêts minoritaires								
Engagements d'achat de titres de minoritaires					690		690	690
Variation des réserves de conversion								
Autres					386	378	8	386
Au 30 juin 2020	39 668	46 098	3 456	-23 713	616 789	676 468	5 831	682 298

2.5 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

	<i>en milliers d'euros</i>	2019	S1 2019	S1 2020
Résultat de l'exercice		95 757	60 079	13 545
Résultat des sociétés mises en équivalence net des dividendes		1 375	1 497	-1 012
Amortissements et dépréciations des actifs corporels et incorporels		46 022	21 511	24 934
Dotations (reprises) des provisions et pertes de valeur		3 829	1 885	637
Charges d'impôts (exigibles et différés)		44 982	27 359	8 791
Autres charges (produits) sans effet sur la trésorerie		135	485	401
Capacité d'autofinancement		192 100	112 816	47 296
Impôts versés		-48 265	-12 751	-10 266
Variation du besoin en fonds de roulement	Note 2.6.8	-56 134	-65 607	15 994
Variation des actifs et passifs liés aux machines données en location		-21 060	-11 332	-4 418
Flux nets de trésorerie des activités opérationnelles		66 641	23 126	48 605
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		-20 864	-9 647	-9 386
Acquisitions d'immobilisations corporelles		-50 243	-19 502	-15 734
Variation des fournisseurs d'immobilisations		2 761	474	-2 724
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		882	470	68
Acquisitions de participation avec prise de contrôle, nettes de la trésorerie acquise		-2 668	-459	0
Cessions de participation avec perte de contrôle, nettes de la trésorerie cédée		0	0	0
Autres		-25	-429	-461
Flux nets de trésorerie sur opérations d'investissements		-70 157	-29 093	-28 238
Augmentation de capital		171	0	0
Dividendes versés aux actionnaires de la société		-30 162	-29 866	0
Acquisitions d'actions propres (nettes de cession)		0	-163	0
Rachat d'intérêts ne conférant pas le contrôle		0	0	0
Variation des autres actifs et passifs financiers		32 430	98 873	91 604
Remboursements des dettes locatives		-5 178	-2 661	-3 143
Autres		1 098	-1 268	-3 230
Flux nets de trésorerie sur opérations de financements		-1 641	64 915	85 231
Variation de la trésorerie nette		-5 157	58 948	105 598
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à l'ouverture		-609	-609	-4 997
Effet de la variation des cours de change sur la trésorerie		769	467	966
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à la clôture		-4 997	58 806	101 567

2.6 NOTES ANNEXES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Référence mondiale de la manutention, de l'élévation de personnes et du terrassement, Manitou Group a pour mission d'améliorer les conditions de travail, la sécurité et la performance partout dans le monde, en préservant l'Homme et son environnement.

A travers ses trois marques emblématiques - Manitou, Gehl, Mustang by Manitou - le groupe conçoit, produit, distribue des matériels et des services à destination de la construction, de l'agriculture et des industries.

L'organisation du groupe repose sur trois divisions autour desquelles s'articulent les activités opérationnelles : Material Handling and Access (MHA), Compact Equipment Products (CEP) et Services et Solutions (S&S).

Manitou BF est une société de droit français, cotée à la Bourse de Paris, dont le siège social est situé au 430 rue de l'Aubinière à Ancenis.

Les états financiers consolidés résumés semestriels du groupe ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 30 juillet 2020.

2.6.1 PRINCIPES COMPTABLES

NORMES ET INTERPRÉTATIONS APPLIQUÉES

Les états financiers intermédiaires résumés portant sur la période de 6 mois, close au 30 juin 2020 du groupe Manitou, ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels et doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés du groupe au 31 décembre 2019 établis en conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne et émises par l'International Accounting Standard Board (IASB).

Les méthodes comptables appliquées sont identiques à celles appliquées dans les états financiers annuels au 31 décembre 2019.

Les normes, interprétations et amendements des normes existantes et applicables, qui sont d'application obligatoire à compter de l'exercice 2020, n'ont pas d'incidence significative sur les comptes du groupe.

Les nouvelles normes, interprétations et amendements des normes existantes et applicables par anticipation aux périodes comptables ouvertes à compter du 1er janvier 2020 n'ont pas été adoptées par le groupe.

Les comptes consolidés semestriels du groupe Manitou ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 30 juillet 2020.

ARRÊTÉ INTERMÉDIAIRE ET IMPACTS COVID-19

Les comptes semestriels, qui ne permettent pas de préjuger de l'année complète, prennent en compte toutes les écritures comptables de fin de période considérées comme nécessaires par la Direction du groupe pour donner une image fidèle des informations présentées.

Les produits et les charges liés à l'épidémie Covid-19 sont comptabilisés en produits et charges opérationnels courants, à l'exception des produits et charges qui sont habituellement comptabilisés en résultat non courant conformément aux principes comptables appliqués antérieurement (voir également note 2.6.2).

Les tests de valeur des immobilisations incorporelles liées à la R&D sont réalisés au second semestre dans le cadre de l'élaboration des budgets. Des tests de valeur sont réalisés lors de l'arrêté intermédiaire seulement en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs.

Avec la crise Covid-19, des tests de valeurs ont été réalisés sur les principaux frais R&D activés sur la base de budgets et de taux d'actualisation révisés. Ces tests n'ont pas mis en évidence de perte de valeur au 30 juin 2020. Une baisse supplémentaire de 10 % du chiffre d'affaires ne générerait pas la comptabilisation d'une dépréciation.

Le groupe n'a pas réalisé de test sur les actifs corporels, composés principalement de terrains, constructions et de matériels industriels. A ce jour, la valeur de ces actifs n'est pas remise en cause avec la crise actuelle.

Les autres postes d'actifs (stocks, créances clients...) ont été évalués conformément aux règles du groupe. La crise actuelle n'a pas eu d'impact significatif sur la valeur de ces postes au 30 juin 2020.

Les hypothèses d'évaluation actuarielle ont été mises à jour à fin juin afin d'actualiser le montant des provisions pour retraites et avantages au personnel (note 2.6.5).

ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

Les principales zones de jugements et d'estimations pour l'établissement des comptes semestriels résumés sont identiques à celles détaillées dans la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2019.

2.6.2 FAITS MARQUANTS

CRISE COVID-19

La propagation du Covid-19 à l'échelle mondiale au cours du 1er semestre 2020 a eu et continue d'avoir un impact sur les ventes du groupe, en baisse de 35 % sur le 1er semestre 2020 et sur nos capacités de production.

ARRÊT DE LA PRODUCTION

Dès le mois de mars, le groupe a mis en place des mesures sanitaires d'urgence et a décidé de la fermeture des sites de production en France, en Italie et en Inde. Aux États-Unis, les activités de production ont été maintenues sur l'ensemble de la période.

Les activités de pièces de rechange et de services ont été maintenues et les activités de distribution se sont poursuivies au ralenti.

Ces arrêts de production ont été accompagnés, dès que cela était possible, par la mise en place d'activité partielle, notamment en France et en Italie. Le groupe a également généralisé le télétravail.

À partir de mi-avril, après la réorganisation des processus en fonction des contraintes sanitaires, la production a repris progressivement en France et en Italie.

Depuis le mois de mai, l'ensemble des sites ont repris la production. Pour les fonctions support, l'activité partielle a été maintenue en France pour s'adapter à la baisse du marché.

Malgré des problèmes de productivité liés aux mesures sanitaires, les capacités de production actuelles sont adaptées au carnet de commande du groupe et répondent notamment, compte tenu de la saisonnalité, à la forte demande du marché agricole.

MISE EN PLACE DU PROGRAMME "RÉSILIENCE"

Pour faire face à cette crise et à la baisse d'activité, le groupe a mis en place le plan "Résilience".

Ce plan est basé sur 4 piliers :

- **la sécurité** des opérateurs et la remise en marche des opérations, avec le déploiement de nouvelles normes de sécurité et l'adaptation de nos processus afin de livrer les clients du groupe,
- **l'activité**, avec l'adaptation des livraisons et du carnet de commandes, l'objectif de servir les demandes urgentes et les marchés agricoles et les industriels, et la recherche de marchés et commandes complémentaires,
- **la trésorerie** avec la sécurisation des financements, la réduction des investissements et des projets,
- **la réduction des coûts** pour s'adapter aux volumes de ventes et de production, avec un plan de baisse des frais généraux et des frais de personnels. Ainsi, le groupe a mis en place des mesures d'activité partielle et des plans de départs de salariés aux États-Unis, en Inde et en Afrique du Sud.

IMPACTS FINANCIERS

Pour accompagner la baisse d'activité, le groupe a mis en œuvre des mesures d'activité partielle en France et des mesures similaires dans les autres pays, dès que cela était possible. Sur la période, le montant total des aides comptabilisées s'élève à 7,7 millions d'euros. La société Manitou BF est la principale bénéficiaire de ces aides avec 6,0 millions d'euros, dont 1,5 million d'euros sont en attente du paiement au 30 juin 2020.

Dans le cadre du plan « Résilience », les mesures de départ de salariés ont généré des coûts de restructuration non courants à hauteur de 2,5 millions d'euros.

Au 30 juin 2020, les principaux coûts courants encourus liés à l'épidémie de Covid-19 s'élèvent à 0,8 million d'euros. Ils correspondent à des frais relatifs à la mise en place des mesures sanitaires et de dons pour accompagner les équipes médicales.

Afin de sécuriser son risque de financement et de liquidité dans le contexte actuel, le groupe a tiré une ligne de crédit supplémentaire de 110 millions d'euros en mars 2020 à échéance septembre 2020.

Le groupe a également obtenu des décalages de paiement de charges sociales et de taxes pour un montant total de 6,9 millions d'euros.

L'Assemblée générale du 18 juin 2020, sur proposition du Conseil d'administration, a décidé de renoncer à la proposition de versement du dividende de 0,78 € par action qui avait été initialement annoncée lors de la publication des résultats annuels 2019.

2.6.3 ÉVOLUTION DE PÉRIMÈTRE

Aucune acquisition, ni cession n'a eu lieu au cours de la période close au 30 juin 2020.

En 2019, le groupe a réalisé l'acquisition de la société Mawsley avec une intégration au 1er novembre.

2.6.4 DONNÉES OPÉRATIONNELLES

INFORMATION SECTORIELLE

Le groupe est organisé autour de trois divisions, deux divisions produits et une division services :

- la division produits MHA (Material Handling and Access) regroupe les sites de production français et italien dédiés en particulier aux chariots télescopiques, aux chariots à mâts industriels et tout-terrain, aux chariots embarqués et aux nacelles élévatrices. Elle a pour mission d'optimiser le développement et la production de ces matériels, de marque Manitou,
- la division produits CEP (Compact Equipment Products – matériel compact) a pour mission d'optimiser le développement et la production des chargeuses compactes sur roues, sur chenilles et articulées, des tractopelles et des télescopiques de marques Gehl & Mustang,
- la division S&S (Services & Solutions) regroupe l'ensemble des activités de services à la vente (approches financement, contrats de garantie, contrats de maintenance, full service, gestion de flotte, etc.), de services après-vente (pièces de rechange, formation technique, gestion des garanties, gestion de l'occasion, etc.) et de services aux utilisateurs finaux (géolocalisation, formation utilisateurs, conseils, etc.). Cette division a pour objectif de bâtir les offres de services permettant de répondre aux attentes de chacun de nos clients dans notre chaîne de valeur et d'accroître le chiffre d'affaires résilient du groupe.

Ces trois divisions conçoivent et assemblent les produits et les services qui sont distribués par l'organisation commerciale et marketing aux concessionnaires et grands comptes du groupe répartis dans 140 pays.

Conformément à la norme IFRS 8, les informations par secteurs opérationnels sont établies sur la base des reportings opérationnels transmis au management du groupe. Ces informations sont établies selon le référentiel IFRS applicable aux comptes consolidés.

RÉSULTAT PAR DIVISION

	MHA Material Handling and Access		CEP Compact Equipment Products		S&S Services & Solutions		TOTAL	
<i>en milliers d'euros</i>	30.06.2019	30.06.2020	30.06.2019	30.06.2020	30.06.2019	30.06.2020	30.06.2019	30.06.2020
Chiffre d'affaires	829 883	496 461	178 382	123 230	155 222	141 936	1 163 487	761 626
Coût des biens et services vendus	-705 816	-435 602	-153 975	-115 880	-111 309	-99 875	-971 099	-651 357
Marge sur coûts des ventes	124 068	60 859	24 407	7 350	43 913	42 060	192 388	110 269
En %	15,0%	12,3%	13,7%	6,0%	28,3%	29,6%	16,5%	14,5%
Frais de recherche et développement	-11 155	-9 308	-3 429	-3 271	8	0	-14 576	-12 579
Frais commerciaux, marketing et service	-24 475	-18 899	-9 247	-6 039	-24 617	-20 852	-58 339	-45 790
Frais administratifs	-17 235	-13 521	-7 741	-6 222	-4 530	-4 496	-29 505	-24 239
Autres produits et charges d'exploitation	431	1 436	-128	621	-200	359	103	2 416
Résultat opérationnel courant	71 634	20 566	3 862	-7 560	14 575	17 071	90 071	30 077
En %	8,6%	4,1%	2,2%	-6,1%	9,4%	12,0%	7,7%	3,9%
Produits et charges opérationnels non courants	-603	-912	-194	-2 168	-149	-145	-945	-3 225
Résultat Opérationnel	71 031	19 654	3 668	-9 729	14 427	16 926	89 125	26 852
En %	8,6%	4,0%	2,1%	-7,9%	9,3%	11,9%	7,7%	3,5%
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	-2	-1	0	0	958	1 012	957	1 011
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des sociétés MEE	71 029	19 653	3 668	-9 729	15 385	17 939	90 082	27 863

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR DIVISION ET ZONE GÉOGRAPHIQUE

Chiffre d'affaires S1 2019					en millions d'euros et % du total	Chiffre d'affaires S1 2020				
Europe du Sud	Europe du Nord	Amériques	APAM	TOTAL		Europe du Sud	Europe du Nord	Amériques	APAM	TOTAL
328,4	383,0	57,9	60,5	829,9	MHA	215,6	202,0	41,2	37,7	496,5
28%	33%	5%	5%	71%		28%	27%	5%	5%	65%
10,9	21,7	124,6	21,1	178,4	CEP	8,0	20,4	80,1	14,7	123,2
1%	2%	11%	2%	15%		1%	3%	11%	2%	16%
58,6	49,3	26,3	21,0	155,2	S&S	50,3	50,0	26,2	15,3	141,9
5%	4%	2%	2%	13%		7%	7%	3%	2%	19%
398,0	454,0	208,8	102,7	1163,5	TOTAL	273,9	272,5	147,6	67,7	761,6
34%	39%	18%	9%	100%		36%	36%	19%	9%	100%

AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NON COURANTS

Sont comptabilisés en produits et charges opérationnels non courants certains éléments significatifs à caractères inhabituels par leur nature et leur fréquence tels que des dépréciations d'actifs, des frais d'acquisition et d'intégration, des coûts de restructuration et de réorganisation, des litiges.

Ils se décomposent de la manière suivante :

	<i>en milliers d'euros</i>	S1 2019	S1 2020
Coûts de personnel liés aux réorganisations		0	-2 496
Impairment d'actifs financiers		0	
Dotations nettes aux provisions pour risque et charges		0	0
Autres produits et charges non récurrents		-945	-729
TOTAL		-945	-3 225

Ce résultat comprend des charges opérationnelles nettes à hauteur de 3,2 millions d'euros (-0,9 million d'euros en 2019), dont des frais de restructuration pour 2,5 millions d'euros à la suite de la mise en place de plans de réduction des effectifs aux États-Unis, en Inde et en Afrique du sud. Le solde comprend des frais liés à des projets d'acquisition et des honoraires d'avocat dans le cadre d'un litige en cours.

En 2019, les charges étaient relatives à des frais liés à des projets d'acquisition et des honoraires d'avocat dans le cadre d'un litige.

2.6.5 AVANTAGES AU PERSONNEL

HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

Les hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et d'augmentation des salaires tiennent compte des conditions économiques propres à chaque pays ou société du groupe. Les taux utilisés pour l'évaluation du 1er semestre 2020 sont les suivants :

	France	Royaume-Uni	Italie	Etats-Unis	30.06.2020 Inde
Evolution des salaires	4,00 %	n/a	n/a	n/a	9,00 %
Evolution des retraites	n/a	5,00 %	n/a	n/a	n/a
Taux d'actualisation financière	1,10 %	2,25%	1,10 %	3,35 %	6,35 %

A la suite de l'évolution des taux d'intérêts, les taux d'actualisation utilisés pour les engagements ont été ajustés par rapport à ceux utilisés au 31 décembre 2019.

Une évolution de -0,5 % du taux d'actualisation augmenterait de 7 777 K€ la dette actuarielle du groupe (DBO) :

<i>en milliers d'euros</i>	DBO
France	2 909
Royaume-Uni	2 022
Italie	41
Etats-Unis	2 656
Inde	55
Autres	94
Total	7 777

2.6.6 IMMOBILISATIONS INCOPORELLES ET CORPORELLES

ECARTS D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>en milliers d'euros</i>	Écarts d'acquisition	Frais de développement	Logiciels	Marques	Relations clients et autres immobilisations incorporelles	Total immobilisations incorporelles
31 décembre 2019	72 821	92 072	60 095	28 635	35 386	216 188
Acquisitions		7 090	1 617		679	9 386
Cessions			-1 518		-2	-1 520
Variation de périmètre						0
Autres		-3 631	-2 219		6 242	392
Ecart de conversion	716	53	6	81	-9	131
Montant brut au 30 juin 2020	73 537	95 585	57 980	28 717	42 296	224 578
31 décembre 2019	-72 533	-55 493	-44 490	-28 487	-33 014	-161 483
Dotations		-3 531	-2 203	-7	-251	-5 992
Reprises			1 518		2	1 521
Variation de périmètre						0
Autres			-99			-99
Ecart de conversion	-716	-28	-10	-91	-77	-206
Amortissements et pertes de valeur au 30	-73 249	-59 052	-45 284	-28 586	-33 339	-166 261
31 décembre 2019	288	36 579	15 605	148	2 373	54 705
Montant net au 30 juin 2020	288	36 533	12 697	131	8 957	58 317

Les principaux investissements de la période concernent les frais de développement et les frais liés aux différents projets informatiques du groupe.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>en milliers d'euros</i>	Terrains	Bâtiments	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	Total immobilisations corporelles
31 décembre 2019	44 479	179 582	198 946	113 683	17 341	554 031
Acquisitions	119	642	2 256	5 132	11 790	19 938
Cessions		-13	-367	-107		-487
Variation de périmètre						
Autres	12	2 472	3 675	-10 041	-5 832	-9 714
Ecart de conversion	-168	-1 008	-161	-1 564	-11	-2 912
Montant brut au 30 juin 2020	44 442	181 675	204 347	107 103	23 288	560 855
31 décembre 2019	-9 979	-105 160	-163 675	-63 624		-342 438
Dotations	-528	-3 708	-6 287	-5 552		-16 075
Reprises		8	287	64		359
Variation de périmètre						
Autres		1 259	152	6 944		8 354
Ecart de conversion	-3	280	83	775		1 134
Amortissements et pertes de valeur au 30	-10 511	-107 322	-169 440	-61 397		-348 669
31 décembre 2019	34 500	74 422	35 270	50 059	17 341	211 593
Montant net au 30 juin 2020	33 931	74 354	34 907	45 706	23 288	212 186

Les investissements sur le semestre concernent principalement l'investissement dans la flotte locative pour 4,4 millions d'euros, l'investissement immobilier pour 10,5 millions d'euros et le renouvellement de matériels et outillages pour 5 millions d'euros.

2.6.7 DROITS D'UTILISATION DES ACTIFS LOUÉS

<i>en milliers d'euros</i>	Terrains et constructions - droit d'utilisation	Véhicules - droit d'utilisation	Équipements industriels - droit d'utilisation	Autres immobilisations corporelles - droit d'utilisation	Total
31 décembre 2019	25 288	5 227	962	1 943	33 419
Acquisitions	158	693		75	925
Cessions	-422	-946	-232	-99	-1 700
Variation de périmètre					0
Autres		-35			-35
Ecart de conversion	-1 020	-161	-10	-32	-1 223
Montant brut au 30 juin 2020	24 003	4 777	720	1 887	31 387
31 décembre 2019	-13 077	-2 524	-589	-768	-16 958
Dotations	-1 628	-859	-117	-263	-2 867
Reprises	34	981	232	99	1 347
Variation de périmètre					0
Autres					0
Ecart de conversion	476	109	3	25	613
Amortissements et pertes de valeur au 30 juin 2020	-14 196	-2 293	-470	-907	-17 866
31 décembre 2019	12 211	2 703	373	1 174	16 461
Montant net au 30 juin 2020	9 808	2 485	250	979	13 521

2.6.8 ÉLÉMENTS DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

<i>en milliers d'euros</i>	2019	S1 2019	S1 2020
+ Variation des stocks	1 274	32 230	-45 473
+ Variation des créances	11 297	72 131	-52 455
Dont Clients	10 735	75 571	-56 886
Dont Créances de financement des ventes	-290	-797	127
Dont Autres créances	852	-2 643	4 304
- Variation des autres passifs courants	-43 488	38 760	-81 934
Dont Fournisseurs et comptes rattachés	-46 815	31 910	-74 675
Dont Autres dettes courantes d'exploitation	3 394	6 690	-7 178
Dont Autres dettes non courantes	-67	160	-81
TOTAL VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	56 059	65 601	-15 994

STOCKS

<i>en milliers d'euros</i>	Matières premières	Encours de fabrication	Produits finis	Marchandises	Total
31 décembre 2019	228 864	37 412	228 374	117 243	611 892
Variation de périmètre					
Reclassement			-2 074	3 176	1 102
Mouvements	-50 649	1 854	11 428	-7 056	-44 423
Ecarts de conversion	33	-94	-4 179	-998	-5 237
Montant brut au 30 juin 2020	178 248	39 171	233 549	112 364	563 332
31 décembre 2019	-6 341		-4 309	-11 497	-22 147
Variation de périmètre					
Reclassement			30	-30	0
Mouvements	-986		-527	464	-1 050
Ecarts de conversion	18		174	214	406
Provisions au 30 juin 2020	-7 309		-4 633	-10 850	-22 792
31 décembre 2019	222 522	37 412	224 065	105 747	589 745
Montant net au 30 juin 2020	170 939	39 171	228 916	101 514	540 540

CRÉANCES CLIENTS

	<i>en milliers d'euros</i>	Montant brut	Dépréciations	Montant net
31 décembre 2019		385 352	-4 914	380 438
Variation de périmètre		0	0	0
Reclassement		-181	181	0
Mouvements		-56 802	-85	-56 887
Écart de conversion		569	94	664
Total au 30 juin 2020		328 939	-4 724	324 215

2.6.9 CAPITAUX PROPRES

CAPITAL SOCIAL

Le capital s'élève à 39 668 399 euros et est composé de 39 668 399 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

TITRES D'AUTO-CONTRÔLE

	<i>en nombre d'actions</i>	Réalizations au 31.12.2019	% du capital	Réalizations au 30.06.2020	% du capital
Détention à l'ouverture (plan d'actions)		1 381 461	3,48 %	1 381 461	3,48 %
Achats d'actions					
Ventes d'actions					
Levées d'options d'achat					
Détention à la clôture (plan d'actions)		1 381 461	3,48 %	1 381 461	3,48 %
Couverture des options d'achats					
Contrat de liquidité		13 515		15 388	
Somme des titres en auto-contrôle		1 394 976	3,52 %	1 396 849	3,52 %

Le coût d'acquisition des titres achetés, le produit de la cession des titres vendus et le résultat lié à l'annulation d'actions détenues en auto-contrôle ont été inscrits en diminution et en augmentation de la situation nette. Les actions d'auto-contrôle ne donnent pas droit à distribution de dividendes.

2.6.10 PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS

PROVISIONS

	<i>en milliers d'euros</i>	Provisions pour garantie	Provisions pour risques divers	Provisions pour avantages au personnel	Total
31 décembre 2019		20 216	6 347	41 263	67 826
Dont part - d'un an		15 587	2 934	443	18 964
Dont part + d'un an		4 629	3 413	40 820	48 862
Augmentation		3 981	264		4 245
Reprise de provision utilisée		-3 349	-722		-4 071
Reprise de provision non utilisée		-59	-32		-91
Variation				554	554
Recyclage				-2 101	-2 101
Variation du périmètre					
Reclassement				-855	-855
Écart de conversion		-159	-110	10	-259
Au 30 Juin 2020		20 635	5 748	38 870	65 254
Dont part - d'un an		15 693	3 070	439	19 202
Dont part + d'un an		4 942	2 679	38 432	46 053

GARANTIE

Les montants enregistrés au titre de la constitution et de la reprise de provisions pour garantie sont principalement inclus dans la ligne « Coût des biens et services vendus » du compte de résultat tout comme les coûts réels de garantie. Cette ligne inclut aussi des provisions constituées au titre de campagnes de rappels de matériels à la suite des incidents de qualité fournisseur.

RISQUES DIVERS

Les risques divers concernent principalement les litiges commerciaux, sociaux ou fiscaux. Les provisions enregistrées correspondent à la meilleure estimation à la date de clôture par le groupe et ses conseils des risques encourus concernant les litiges en cours.

PASSIFS ÉVENTUELS

SUIVI DU LITIGE POUR CONTREFAÇON

En mai 2017, des sociétés du groupe Manitou ont été assignées par la société JC Bamford Excavators Limited (JCB), en France, au Royaume-Uni puis en Italie pour la contrefaçon alléguée de deux brevets européens se rapportant à certaines caractéristiques concernant le système de commande de la coupure de surcharge de certains chariots télescopiques fabriqués et/ou commercialisés dans ces trois pays.

Sur le plan financier, le demandeur réclamait en mai 2017 devant le tribunal français une provision de 20 millions d'euros à parfaire, portée en juin 2018, à 50 millions d'euros. Les demandes financières devant le tribunal anglais n'étaient pas chiffrées et ne le sont toujours pas à la date de publication de ce rapport, mais l'assignation indique qu'à des fins procédurales la valeur commerciale de la demande est estimée à un montant supérieur à 10 millions de livres sterling. Pour l'Italie, l'assignation ne précise aucune demande chiffrée.

En décembre 2018, JCB a fait signifier une nouvelle assignation en contrefaçon portant sur un troisième brevet européen, en France et au Royaume-Uni, se rapportant également à certaines caractéristiques concernant le système de commande de la coupure de surcharge de certains chariots télescopiques. Cette assignation reprend la demande de provision d'un montant de 50 millions d'euros, porté ensuite à 100 millions d'euros dans ses dernières conclusions communiquées en mai 2020. L'assignation relative à ce troisième brevet a fait l'objet d'une jonction d'instances au Royaume-Uni mais demeure séparée en France.

En 2018, JCB avait produit une expertise évaluant son préjudice à 160 millions d'euros pour les deux premiers brevets. Fin 2019, dans le cadre de la première procédure au fond, JCB a porté, dans ses dernières conclusions, son évaluation du préjudice à 190 millions d'euros. Cette augmentation provient d'une actualisation du préjudice dans sa durée, soit selon JCB jusqu'en mars 2019. Cette évaluation intègre également le préjudice estimé au titre du troisième brevet.

En France, la procédure judiciaire sur le litige relatif aux deux premiers brevets s'est poursuivie au cours du 1er semestre 2020, sans évolution notable, et n'a toujours pas fait l'objet d'une décision.

Dans le cadre d'un incident de procédure en 2018, JCB a sollicité des mesures d'interdiction provisoire contre Manitou BF. Une décision a été rendue par le juge de la mise en état le 31 janvier 2019, qui a débouté le demandeur de sa demande en interdiction provisoire sur le premier brevet sur lequel JCB fonde ses allégations et, concernant le deuxième brevet, a interdit provisoirement à Manitou BF, la fabrication, l'offre en vente, la location et la détention d'une ancienne configuration de certains chariots élévateurs télescopiques. Cette décision n'a eu aucune incidence sur l'activité de Manitou BF dans la mesure où elle porte sur le système de commande de certains modèles produits et vendus avant août 2017 qui n'étaient donc plus fabriqués par Manitou BF à la date de cette décision, ce qu'a souligné l'ordonnance. Manitou BF a fait appel immédiat de cette décision afin de contester la mesure d'interdiction ordonnée en ce qu'elle ne concernait qu'une configuration que Manitou avait cessé de produire depuis 18 mois. Cet appel immédiat pour excès de pouvoir a été jugé irrecevable, réservant la possibilité d'appel avec le jugement sur le fond.

A l'occasion du même incident, Manitou BF avait proposé à titre subsidiaire, si le juge estimait la demande d'interdiction bien fondée, la mise en place d'une garantie bancaire de 470 000 euros pour les deux brevets en remplacement des interdictions. Cette proposition est devenue sans objet pour le premier brevet, pour lequel le juge n'a pas prononcé d'interdiction. JCB demandait quant à elle que cette garantie, si elle était ordonnée, soit de 30 millions d'euros (également pour les deux brevets) sur la base de l'expertise qu'elle avait produite évaluant son préjudice à 160 millions d'euros (pour les deux brevets). Cette proposition n'a pas été retenue par le juge, pas plus que la demande d'astreinte de JCB de 100 000 euros par jour de retard, l'astreinte prononcée par le juge étant de 1 000 euros par infraction, la décision ayant souligné que le préjudice allégué par le demandeur concerne le seul système de commande de coupure de surcharge et non la machine dans sa globalité.

Au Royaume Uni, la procédure n'a pas progressé au cours de l'année 2018, JCB n'effectuant aucune diligence à cet effet. Une audience de procédure (« Case Management Conference ») s'est tenue en janvier 2019 après que JCB ait finalement effectué les diligences qui lui incombaient. Le calendrier du litige a été établi. Toutefois, l'audience initialement prévue en octobre 2020 a été reportée en raison de l'allongement de la durée du procès, résultant de l'ajout du troisième brevet dans la procédure, la première date disponible étant en novembre 2021.

En Italie, la procédure au fond relative à ces deux premiers brevets reste dans une phase préliminaire, la nomination d'un expert judiciaire a été prononcée fin 2019 et les mesures d'expertises judiciaires sont toujours en cours lors de ce 1er semestre 2020.

En Italie, JCB avait également sollicité des mesures d'interdiction provisoire à l'encontre de la filiale italienne de Manitou sur le deuxième et le troisième brevet. Cette demande a été rejetée par les tribunaux italiens par décision du 30 janvier 2020. JCB n'a pas fait appel de cette décision.

Le groupe Manitou reste en complet désaccord avec les allégations de JCB et poursuit sa défense avec la plus grande vigueur.

En l'état de l'avancement des procédures, le risque financier susceptible d'être encouru est difficile à estimer de manière fiable. De plus, une sortie de ressource significative au titre de ces demandes semble peu probable eu égard aux éléments avancés par le groupe Manitou pour se défendre. Par conséquent, aucune provision au titre de ces demandes n'a été comptabilisée dans les comptes du groupe.

2.6.11 DÉTERMINATION DE LA CHARGE D'IMPÔT

Conformément à la norme IAS 34, la charge d'impôt est déterminée en appliquant au résultat comptable de la période le taux d'impôt moyen annuel prévisionnel de l'année fiscale en cours.

Sur la période, le taux d'impôt ressort à 39 % contre 30 % au 30 juin 2019. Cette hausse du taux d'imposition s'explique d'une part par le poids relatif de la CVAE plus important compte tenu de la baisse du résultat du groupe et d'autre part par la non activation de déficits fiscaux en Inde et au Brésil pour un impôt estimé à 1,4 million d'euros. Ces déficits n'ont pas été activés compte tenu des incertitudes sur leur recouvrabilité dans un délai proche.

Au 30 juin 2020, le groupe a activé des pertes pour ses filiales américaines à hauteur de 1,0 million d'euros.

2.6.12 INSTRUMENTS FINANCIERS

RÉCONCILIATION DES LIGNES DE BILAN

ACTIF

	Actifs financiers à la juste valeur par les Autres éléments du résultat global		Actifs financiers au coût amorti		Actifs financiers à la juste valeur par le résultat		Total bilan	
en milliers d'euros	31.12.2019	30.06.2020	31.12.2019	30.06.2020	31.12.2019	30.06.2020	31.12.2019	30.06.2020
Actifs financiers non courants	4 120	4 187	73	59	6 637	9 755	10 829	14 001
Actifs financiers courants			12	12	1 922	3 401	1 933	3 413
Trésorerie et équivalents de trésorerie					22 333	107 728	22 333	107 728
Créances de financement des ventes - part non-courante			7 738	6 146			7 738	6 146
Autres actifs non courants			517	472			517	472
Clients			380 438	324 215			380 438	324 215
Créances de financement des ventes - part courante			3 024	2 707			3 024	2 707
Autres créances courantes			42 579	45 357			42 579	45 357
TOTAL	4 120	4 187	434 380	378 968	30 891	120 884	469 391	504 040

PASSIF

	en milliers d'euros	31 décembre 2019	30 juin 2020
Passifs financiers non courants		149 726	146 416
Passifs de loyers non courants		12 269	9 864
Autres passifs non courants		3 088	2 590
Passifs financiers courants		64 722	128 765
Passifs de loyers courants		5 602	4 873
Fournisseurs		253 446	178 243
Autres dettes courantes		157 579	146 917
TOTAL		646 431	617 669

CRÉANCES DE FINANCEMENT DES VENTES

Sont regroupées sur cette ligne, les créances représentatives de financements accordés aux clients finaux. Il s'agit soit de ventes via la mise en place de contrats de location-financement, soit de financement des ventes aux clients finaux.

	Créances de location financement	Financement des clients finaux	TOTAL
en milliers d'euros			
31 décembre 2019	10 762	526	11 288
Variation de périmètre			
Autres	0	0	0
Mouvements	127	-4	123
Ecart de conversion	-2 036	2	-2 034
Montant brut au 30 juin 2020	8 853	524	9 377
31 décembre 2019		-526	-526
Variation de périmètre			
Autres		0	0
Mouvements		4	4
Ecart de conversion		-2	-2
Dépréciations au 30 juin 2020		-524	-524
31 décembre 2019	10 762		10 762
Montant net au 30 juin 2020	8 853		8 853
	Dont :	part non courante	6 146
		part courant	2 707

PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS

	<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2019	30 juin 2020
Financements à court terme et découverts bancaires		27 223	5 930
Emprunts bancaires		19 367	111 563
Emprunts sur locations financement		1 264	1 107
Dette financière relative aux ventes avec recours			
Dérivés passifs - change et taux		7 362	1 383
Emprunts obligataires			
Autres emprunts		9 506	8 783
Engagements de rachat de titres minoritaires			
PASSIFS FINANCIERS COURANTS		64 722	128 765
Passifs de loyers courants		5 602	4 873
TOTAL PASSIFS FINANCIERS COURANTS		70 324	133 638

	<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2019	30 juin 2020	un à cinq ans	+ cinq ans
Emprunts bancaires		13 228	12 671	10 191	2 480
Emprunts sur locations financement		166	140	140	
Dette financière relative aux ventes avec recours					
Dérivés passifs - taux			1 037	1 037	
Emprunts obligataires		128 747	128 846	24 906	103 940
Autres emprunts		6 920	3 722	3 722	
Engagement de rachats de titres de minoritaires		665			
PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS		149 726	146 417	39 997	106 420
Passifs de loyers non courants		12 269	9 864	8 778	1 086
TOTAL PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS		161 995	156 280	48 776	107 506

RISQUE DE FINANCEMENT ET DE LIQUIDITÉ

Le groupe assure le financement de ses besoins par des financements bancaires (crédits moyen terme ou lignes de découverts bancaires) et par des emprunts obligataires. Depuis 2012, il a diversifié ses financements en émettant des emprunts obligataires. Cette diversification s'est poursuivie avec l'émission d'un nouvel emprunt obligataire privé de 105 millions d'euros en juin 2019. Par ailleurs, le contrat de financement bancaire de la société mère a été aménagé et étendu en décembre 2016 pour une durée de 5 ans, à laquelle s'ajoutent deux possibilités d'extension d'un an, qui ont été activées portant l'échéance du financement à décembre 2023.

Ce contrat inclut des clauses de ratios (covenants), de « material adverse change » et de « cross default » pouvant limiter les possibilités d'utilisation ou affecter le terme des lignes de crédit. Il comprend des clauses de « negative pledge » assorties de seuils et de dérogations.

Lignes	Signataire	Principales clauses contractuelles S2 2016 à S2 2023
Revolving Facility	Manitou BF	Gearing < 1 Leverage < 3,5 sauf quelques exceptions Limitation des investissements Limitation des acquisitions et des cessions des actifs Limitation de l'endettement additionnel Clause de changement de contrôle Dividende inférieur à 100 % du résultat net

Au 30 juin 2020 :

- la dette nette (hors engagements de location) est maîtrisée et s'élève à 164 millions d'euros, soit un gearing de 24 %,
- les covenants de l'ensemble des financements sont respectés,
- le montant des lignes de crédits bancaires autorisés s'élève à 180 millions d'euros auquel s'ajoutent des découverts ordinaires autorisés pour 71 millions d'euros,
- le groupe dispose de lignes de crédit et découverts bancaires qui lui permettent de garantir une liquidité adaptée à ses besoins et faire face aux conséquences actuelles de la crise sanitaire Covid-19.

Afin de sécuriser son risque de financement et de liquidité dans le contexte actuel, le groupe a tiré une ligne de crédit supplémentaire de 110 millions d'euros en mars 2020 à échéance septembre 2020.

Au regard de la situation de trésorerie du groupe et des caractéristiques de son endettement, le groupe dispose d'une situation lui permettant de faire face à ses besoins financiers et ainsi de justifier du principe de continuité d'exploitation.

2.6.13 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Au cours du 1er semestre 2020, les principales opérations avec les sociétés consolidées selon la méthode de mise en équivalence sont les suivantes :

	Manitou Finance France SAS		Manitou Finance Ltd.	
<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2019	30 juin 2020	30 juin 2019	30 juin 2020
Charges	909	765	1 054	434
Produits	2 611	414	88 111	37 733

2.6.14 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLOTURE

Bénéficiant du lancement en 2019 de nouvelles gammes de produits télescopiques en Inde, la division MHA arrêtera fin août son activité d'assemblage au Brésil, tout en poursuivant son développement commercial sur ce pays.

À la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre événement postérieur à la clôture significatif à la date d'arrêt des comptes consolidés résumés du semestre clos le 30 juin 2020 par le Conseil d'administration du 30 juillet 2020.

2.6.15 LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Société consolidante

Manitou BF SA	Ancenis, France
---------------	-----------------

Sociétés intégrées		Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt
<u>Sociétés de production</u>				
LMH Solutions SAS	Beaupréau-en-Mauges, France	IG	100 %	100 %
Manitou Brasil Manipulacao de Cargas Ltda.	São Paulo, Brésil	IG	100 %	100 %
Manitou Equipment America LLC	West Bend, Wisconsin, Etats-Unis	IG	100 %	100 %
Manitou Equipment India	Greater Noida, Inde	IG	100 %	100 %
Manitou Italia Srl	Castelfranco Emilia, Italie	IG	100 %	100 %
<u>Sociétés de distribution</u>				
Compagnie Francaise de Manutention Ile-de-France	Jouy le Moutier, France	IG	100 %	100 %
Manitou Asia Pte Ltd.	Singapour	IG	100 %	100 %
Manitou Australia Pty Ltd.	Alexandria, Australie	IG	100 %	100 %
Manitou Benelux SA	Perwez, Belgique	IG	100 %	100 %
Manitou Chile	Las Condes, Chili	IG	100 %	100 %
Manitou China Co Ltd.	Shanghai, Chine	IG	100 %	100 %
Manitou Deutschland GmbH	Ober-Mörlen, Allemagne	IG	100 %	100 %
Manitou Global Services	Ancenis, France	IG	100 %	100 %
Manitou Interface and Logistics Europe	Perwez, Belgique	IG	100 %	100 %
Manitou Japan Co.Ltd	Tokyo, Japon	IG	100 %	100 %
Manitou Malaysia MH	Kuala Lumpur, Malaisie	IG	100 %	100 %
Manitou Manutencion Espana SI	Madrid, Espagne	IG	100 %	100 %
Manitou Mexico	Mexico DF, Mexique	IG	100 %	100 %
Manitou Middle East Fze	Jebel Ali, Emirats Arabes Unis	IG	100 %	100 %
Manitou Nordics Sia	Riga, Lettonie	IG	100 %	100 %
Manitou North America LLC	West Bend, Wisconsin, Etats-Unis	IG	100 %	100 %
Manitou Polska Sp Z.o.o.	Raszyn, Pologne	IG	100 %	100 %
Manitou Portugal SA	Villa Franca, Portugal	IG	100 %	100 %
Manitou South Asia Pte Ltd.	Gurgaon, Inde	IG	100 %	100 %
Manitou Southern Africa Pty Ltd.	Johannesbourg, Afrique du Sud	IG	74 %	74 %
Manitou UK Ltd.	Verwood, Royaume-Uni	IG	99 %	99 %
Manitou Vostok LLC	Moscou, Fédération Russe	IG	100 %	100 %
Marpoll Pty Ltd (LiftRite Hire & Sales)	Perth, Australie	IG	50,5 %	50,5 %
Mawsley Machinery Ltd	Northampton, Royaume-Uni	IG	85 %	85 %
<u>Sociétés mises en équivalence</u>				
Manitou Finance France SAS	Nanterre, France	MEE	49 %	49 %
Manitou Finance Ltd.	Basingstoke, Royaume-Uni	MEE	49 %	49 %
<u>Autres sociétés*</u>				
Cobra MS	Ancenis, France	IG	100 %	100 %
Gehl Power Products, Inc	Yankton, South-Dakota, Etats-Unis	IG	100 %	100 %
Manitou America Holding Inc.	West Bend, Wisconsin, Etats-Unis	IG	100 %	100 %
Manitou Développement	Ancenis, France	IG	100 %	100 %
Manitou PS	Verwood, Royaume-Uni	IG	85 %	85 %

IG : Intégration globale

MEE : Mise en équivalence

* Holdings et sociétés sans activité

3 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2020

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Manitou BF S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration le 30 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir.

Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité, établi le 30 juillet 2020, commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Nantes, le 30 juillet 2020

Orvault, le 30 juillet 2020

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

RSM Ouest

Vincent Broyé
Associé

Gwénaél Chedaleux
Associé

Jean-Michel Picaud
Associé

4 ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT

Monsieur Michel Denis, Directeur Général

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Ancenis, le 30 juillet 2020



SIÈGE SOCIAL

430, rue de l'Aubinière BP 10249
44158 Ancenis cedex - France

T +33 (0)2 40 09 10 11

WWW.MANITOU-GROUP.COM



@GroupManitou



linkedin.com/company/manitougroup/

RÉALISATION : **nobilito** - RCS NANTES 500 547 260

CRÉDITS PHOTOS : MANITOU GROUP

MANITOU BF SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 39 668 399 €
RCS NANTES B857 802 508 / SIRET 857 802 508 00047
APE 292 D / APE - NAF 2822Z